



EUROPE DIRECT

RÉSEAU D'INFORMATION

L'A.D.R.E.T. (Agence Développement Rural Europe et Territoires), association loi 1901, est composée de personnes morales : Conseil Général des PO, Ville de Prades, Ville de Perpignan, Association des Maires et Adjoints des PO, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre d'Agriculture, Chambre de Métiers des PO

ADRET- Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon
Maison des entreprises, Espace Alfred Sauvy 66 500 Prades
tel : 04 68 05 38 84 fax : 04 68 05 38 89

mail : adret@europe-direct.fr
web : www.europedirectplr.fr

Président : Jean Claude Charlet Directrice : Claire Sarda Vergès

Exemples d'actions réalisées

Rencontres-débats sur les questions européennes

Le relais Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon à son initiative ou à la demande de partenaires institutionnels ou socio-économiques organise des rencontres-débats sur les questions européennes.

Par exemple, à la demande de la Chambre d'Agriculture du Roussillon et de Bassin Rhône Méditerranée, une journée de présentation de la réforme de l'OCM fruits et légumes en partenariat avec la DG Agriculture et la Représentation en France de la Commission européenne a été organisée le 19 Juin 2007.

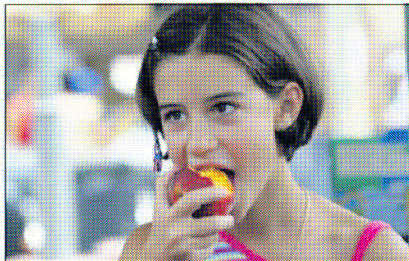
Les organisations de producteurs de fruits et légumes sont confortées par l'Europe

Une délégation de la Commission européenne est venue en Roussillon présenter le projet de réforme de l'organisation commune du marché européen des fruits et légumes, adoptée le 12 juin dernier par les ministres des 27 Etats membres.



Jean-Pierre Bourquin et Michel Guallier n'ont pas caché leur "ressenti" sur l'Europe à Marc Duponcel (au centre). Photo M.S.H.

Les fonctionnaires de la Commission européenne de Bruxelles n'ont pas toujours eu une bonne presse dans une France qui a répété le traité constitutionnel. Les "arrogants" ont souvent été présentés comme des "taoïstes froqués" qui considéraient sans état d'âme des régions entières à la déstructuration. Pourtant, ils gagnent à être connus, comme on a pu le constater hier en Roussillon où une délégation conduite par Marc Duponcel, directeur général Agriculture, accompagné d'un membre de la représentation à Paris et de la responsable des relations avec la presse régionale a effectué une visite. La rencontre avait été organisée par le relais d'information Europe Direct Pyrénées Languedoc Roussillon que dirige Claire Sarda - Vergès, pour présenter aux agriculteurs du département la réforme de l'organisation commune du marché des fruits et légumes. C'est une Europe "à visage humain" qui est venue à la rencontre...



Les 27 Etats membres de l'Union européenne ont décidé d'encourager la consommation de fruits et de légumes en particulier chez les jeunes, pour lutter contre l'obésité. Photo inédite.

La réforme des producteurs catalans, avec la volonté d'impliquer, de comprendre et d'échanger, Marc Duponcel a souligné que cette réforme a été adoptée à l'unanimité par les ministres de l'Agriculture des 27 malgré une divergence de vue entre les pays du Nord qui souhaitent aller la consommation et ceux du Sud qui préfèrent des interventions plus en amont.

Faire remonter le ressenti

La venue des représentants de la Commission a permis à Michel Guallier, le président de la Chambre d'Agriculture et à Jean-Pierre Bourquin, de BERM (Bassin Rhône Méditerranée) de faire part de leur ressenti. Pour le second "un dico, on se l'impression que nous mettes au service des réformes qui sont nous faire dégoûter... Ce, d'après vos propres, vous voulez que on décide. Nous sommes sur nous pour faire remonter ce que nous ressentons".

De son côté, Michel Guallier, avec son franc parler habituel, a déclaré : "Il est important pour nous de rencontrer les personnes qui ont mis les décisions et qui y ont mis à son intérêt entre la base et Bruxelles. Nous avons besoin d'avoir une vision précise de ce qui se passe et de savoir à quel moment nous nous sommes rencontrés. Nous sommes préoccupés par le marché, mais nous ne pouvons pas faire de nos décisions de recherche et d'expérimentation et nous voulons que nous puissions en tirer des enseignements spécifiques".

4 temps dans cette rencontre :

- visite d'un centre de formation agricole
- conférence de presse
- déjeuner de travail avec des responsables agricoles
- présentation/débat avec les chambres d'agriculture, les organisations de producteurs, les services déconcentrés de l'Etat ...

Une rencontre -débat sur la réforme de l'OCM viti-vinicole a également été organisée en juillet 2007.

